



## Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale  
31 mai 2012  
Français  
Original: anglais

---

### Treizième session

Doha (Qatar)  
21-26 avril 2012

### Journée de l'innovation et de la technologie

#### Réunion spéciale dans le cadre de la treizième session de la Conférence

Tenue au Centre national des congrès du Qatar, Doha, le 24 avril 2012

Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

### Introduction

1. La Journée de l'innovation et de la technologie est une réunion ouverte s'adressant aux innovateurs, aux entrepreneurs, aux décideurs et aux experts actifs dans le domaine de la technologie, qui entend faciliter le dialogue et l'action sur les questions clés liées à l'innovation, à la technologie et au développement. Cette initiative conjointe de la CNUCED et de la Fondation du Qatar a pour objet de libérer le potentiel humain et de promouvoir le développement durable, en vue plus spécifiquement:

a) De mettre en exergue l'importance de la technologie et de l'innovation pour accélérer la croissance économique et promouvoir le développement humain durable;

b) D'examiner comment améliorer les politiques pour faire en sorte que la science, la technologie et l'innovation (STI) contribuent davantage au développement.

2. Il ne saurait y avoir de développement durable sans la science, la technologie et l'innovation. Il est de plus en plus largement admis par les décideurs que la STI est un précieux outil pour renforcer la productivité et parvenir aux objectifs du Millénaire pour le développement. Mais ce n'est pas simplement en reconnaissant l'importance de l'innovation qu'on lui donne automatiquement effet.

3. Le processus d'innovation peut poser différents problèmes d'une région du monde à une autre. Même lorsque dans des pays en développement des individus ou des entreprises ont pu faire des avancées novatrices, ces avancées ne débouchaient pas toujours sur des activités à plus forte valeur ajoutée et plus lucratives.

4. Pour sortir de ces schémas il faut à la fois une volonté politique et un engagement actif des pouvoirs publics, des milieux universitaires et du monde des affaires. Et pour élaborer des stratégies en matière de STI valables il est nécessaire de mieux comprendre le processus d'innovation dans les pays en développement.

## Résumé des débats

5. La réunion a été ouverte par le Secrétaire général de la CNUCED et par le Président du Qatar Science and Technology Park, puis l'ancienne Présidente de la République de Finlande a fait une déclaration liminaire. Les travaux de la journée ont été dirigés par David Foster d'Al-Jazeera, et répartis en trois sessions. À la session 1 les participants ont entendu des interventions de Soumitra Dutta, professeur à l'INSEAD; d'Hermes Chan, cofondateur et Président-Directeur général de Medmira; et de Khalid Al-Mohannadi, cofondateur de Sago. Les participants à la session 2 ont entendu des interventions de Tissa Vitarana, Ministre des affaires scientifiques de Sri Lanka; de José Urquiza Maggia, Ministre de la production du Pérou; et de David Mowery, professeur à l'University of California à Berkeley, États-Unis. Les participants à la session 3 ont entendu des interventions d'Hessa al Jaber, Secrétaire général pour les TIC du Qatar; d'Éric Hersman, cofondateur d'Ushahidi; de Mongi Marzoug, Ministre des technologies de l'information et de la communication de la Tunisie; et de Fadi Nasser, responsable «Alliances» de MEEZA (Qatar).

6. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont réfléchi aux enseignements à tirer de l'expérience des innovateurs dont les travaux avaient modifié la vision du monde, ainsi qu'aux possibilités d'action qui s'offraient aux pays en développement pour mettre pleinement à profit les innovations en question. Il fallait consacrer l'attention requise à la science, à la technologie et à l'innovation pour trouver des réponses aux problèmes mondiaux pressants, qu'il s'agisse des changements climatiques, de la sécurité alimentaire, de la pauvreté ou du rattrapage nécessaire en termes de connaissances et de technologie, entre autres. Cela impliquait nécessairement de donner à la technologie et à l'innovation un rang de priorité plus élevé dans le programme d'action de la communauté internationale pour le développement.

7. Dans ce contexte, les participants à la session 1 ont examiné ce qu'il fallait faire pour promouvoir l'innovation dans divers contextes et secteurs d'activité économique. Selon les intervenants, les innovateurs qui réussissaient présentaient un certain nombre de caractéristiques générales communes, à savoir vision, curiosité, passion, créativité, capacité de continuer à apprendre et persistance.

8. Dans le même temps le processus d'innovation ne se déroulait pas dans le vide, mais dépendait aussi de l'écosystème dans lequel opéraient les innovateurs. Les éléments clés d'un tel écosystème pour l'innovation étaient les compétences humaines et l'accès aux marchés et aux moyens de financement, de préférence en combinaison avec les connaissances requises.

9. Au niveau local, des modèles d'identification pouvaient aider à faire évoluer les idées parmi les jeunes. En Inde par exemple, il y avait davantage de jeunes depuis une décennie qui aspiraient à devenir des entrepreneurs et à créer leur propre société.

10. Il fallait aussi diffuser l'idée de l'acceptation de l'échec. Beaucoup d'entreprises nouvelles aboutissaient en effet à un échec. Le système éducatif devrait être de nature incitative et encourager à penser de façon originale, plutôt que d'étouffer la créativité.

11. Les gouvernements pouvaient jouer un important rôle pour promouvoir l'innovation, comme le montraient l'action de la République de Corée pour appuyer les acteurs clés en matière d'innovation ainsi que l'initiative récente du maire de la ville de New York pour le lancement d'appels d'offres en vue de la construction d'une université de technologie de pointe. Selon certains experts, il était indispensable que la stratégie de rattrapage d'un pays prévoie des dépenses accrues pour la recherche-développement, surtout dans les domaines importants pour la structure industrielle actuelle, comme l'agriculture; l'établissement de liens forts entre les acteurs opérant dans l'écosystème et avec le reste du monde; des

politiques actives pour promouvoir l'adoption de technologies; et des investissements dans le développement du capital humain.

12. En Afrique, beaucoup de pays offraient un environnement de plus en plus attractif pour l'innovation grâce à la croissance économique, au développement de la classe moyenne et à l'amélioration de la connectivité passant par les technologies de l'information et de la communication (TIC). Aujourd'hui, l'innovation était partout – dans la rue, dans les exploitations agricoles, dans les universités, dans les laboratoires, dans les pépinières économiques et dans les entreprises, grandes et petites. Au Kenya, tout un nouvel écosystème pour l'innovation s'était développé autour de la téléphonie mobile et de ses applications. L'iHub de Nairobi, par exemple, réunissait quelque 7 000 membres et il avait été créé dans ce cadre 45 entreprises nouvelles depuis 2010. Cet exemple montrait combien il importait d'avoir un cadre d'action pour promouvoir l'innovation.

13. L'expérience du Pérou et de Sri Lanka montrait quant à elle les défis que devaient relever les gouvernements soucieux de promouvoir l'innovation. Ces défis consistaient essentiellement à développer l'enseignement des sciences naturelles, à diversifier l'économie en développant les activités fondées sur le savoir, et à accroître la productivité des petites entreprises. Dans ce contexte, il était particulièrement nécessaire de renforcer la STI, le financement des activités de recherche-développement, l'éducation et la facilitation des opérations commerciales.

14. Les gouvernements devaient aussi tenir compte de l'importance de créer des possibilités d'emploi pour les jeunes diplômés, afin d'éviter en particulier un exode des compétences. Il fallait sortir du cercle vicieux dû à des infrastructures de STI dépassées, à la faible productivité des investissements dans la recherche-développement, à la visibilité limitée des gains que la recherche-développement pouvait procurer et à des investissements insuffisants dans les infrastructures en matière de STI. Tout cela mettait encore mieux en relief l'importance stratégique de politiques gouvernementales actives pour la STI.

15. Les débats ont montré comment les transformations récentes du paysage en matière de STI influençaient l'innovation et le développement dans les pays du Sud. Les experts de la région arabe et de l'Afrique ont fait valoir que la diffusion rapide de TIC de plus en plus puissantes modifiait les schémas d'innovation, et que ces technologies faisaient fonction à la fois de catalyseurs et de facilitateurs.

16. Dans la région arabe – et en particulier au Qatar – le secteur des TIC s'était développé rapidement, surtout à travers la téléphonie mobile à haut débit et les médias numériques. Cette tendance créait quantité d'opportunités commerciales nouvelles, par exemple pour adapter les contenus numériques aux marchés arabes. Il a été fait référence à la révolution en Tunisie, qui illustrait le pouvoir de transformation des technologies numériques. Dans ce pays les TIC avaient procuré davantage d'espace pour l'innovation, les médias jouant un rôle clef dans le processus.

17. Mais dans les pays en développement de nombreuses personnes n'étaient pas encore connectées à l'Internet. Il était donc important non seulement de promouvoir les technologies les plus récentes et les plus complexes mais aussi d'assurer une connexion de base à ceux qui ne bénéficiaient pas encore des systèmes de télécommunication. Dans ce contexte, la question de l'accès à l'énergie ne devait pas être négligée si l'on voulait parvenir à un développement plus équitable fondé sur l'économie du savoir. Il fallait pour cela combler les écarts existant entre les groupes sociaux, les régions géographiques et les générations.

18. Une attention particulière devait également être portée à la jeune génération. Dans de nombreux lieux dans les pays en développement, il était impératif de créer davantage d'emplois. On estimait qu'au cours des années à venir il faudrait 75 millions d'emplois nouveaux dans la seule région arabe. Il ressortait de certaines enquêtes que les jeunes

souhaitaient que leur pays soit davantage tourné vers les technologies. Dans la région arabe les jeunes étaient généralement mieux familiarisés avec les technologies que les générations qui les avaient précédés, et au fur et à mesure de la diffusion des TIC ils en arrivaient à communiquer et à percevoir leur avenir de façon différente. Il était donc important de mieux prendre en compte les progrès technologiques dans les systèmes d'enseignement.

19. Sur le plan réglementaire, certains experts ont fait valoir qu'il importait d'encourager la concurrence entre les fournisseurs de services de TIC et d'éviter une réglementation excessive qui pourrait étouffer l'innovation. En même temps il était important, après le Printemps arabe, de promouvoir le sentiment de confiance entre utilisateurs des TIC et de rassurer ceux qui craignaient que les autorités surveillent et contrôlent l'usage de ces technologies.

20. En ce qui concerne l'action attendue du système des Nations Unies, les participants ont souligné que tous les organismes intervenant dans les TIC au service du développement devraient coordonner leurs activités pour renforcer l'efficacité du soutien apporté aux États membres par le système des Nations Unies dans ce domaine.

21. Les conclusions suivantes ont pu être tirées de la réunion:

a) Il existait un lien direct entre technologie et innovation d'une part et développement économique et social d'autre part. Il était essentiel que la composante technologie soit mieux reflétée dans le programme d'action pour le développement;

b) Les technologies nouvelles comme les TIC, les biotechnologies et les nanotechnologies créaient des opportunités nouvelles dans des pays à divers stades de développement;

c) Pour mettre à profit ces opportunités, les décideurs, les innovateurs et les autres parties prenantes devraient collaborer pour développer les capacités locales, car il fallait éviter de s'en remettre exclusivement aux technologies importées;

d) Il était important de diffuser l'idée de l'acceptation de l'échec, afin de faciliter l'innovation. Une volonté politique était elle aussi indispensable;

e) Il fallait que la CNUCED aide les États membres, sur la base de l'expérience et à travers le dialogue, à définir des politiques permettant aux pays ayant atteint un certain niveau de développement d'utiliser la science, la technologie et l'innovation pour leur développement. Une tâche essentielle de la CNUCED devrait consister à renforcer l'interface entre la STI et l'élaboration des politiques.

---